

CONVOCATION du CONSEIL COMMUNAL

Le 13 décembre 2024

1/2

Conformément à l'art. L. 1122-13, § 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation,
le Collège communal a l'honneur de convoquer :

- . Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil communal
- . Monsieur le Président du Centre public d'action sociale

pour la première fois (1) à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu à la Maison communale

le lundi 23 décembre 2024 à 19H15' en présentiel.

ORDRE DU JOUR
SEANCE PUBLIQUE

01. Procès-verbaux des séances précédentes :
 - A. Du 04 novembre 2024;
 - B. Du 02 décembre 2024.
02. Prestation de serment du Président du C.P.A.S.
03. C.P.A.S. Budget 2024. Modification budgétaire n°2. Service ordinaire et extraordinaire.
04. C.P.A.S. Budget pour l'exercice 2025.
05. Budget 2025 de l'Eglise protestante de Wavre. Approbation.
06. Compte 2023 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de la Visitation à Villers-la-Ville. Approbation.
07. Budget 2024 de la Fabrique d'Eglise Saint-Nicolas à Sart-Dames-Avelines. Approbation.
08. Compte 2023 de la Fabrique d'Eglise Saint-Nicolas à Sart-Dames-Avelines. Approbation.
09. Budget 2025 de la Fabrique d'Eglise Saint-Nicolas à Sart-Dames-Avelines. Approbation.
10. Budget 2025 de la Fabrique d'Eglise Notre Dames des Affligés de Tilly. Approbation.
11. Budget 2025 de la Fabrique d'Eglise Saint-Laurent de Mellery. Approbation.
12. Budget 2025 de la Fabrique d'Eglise Notre Dame de Marbisoux. Approbation.
13. Rapport annuel du Collège sur l'administration de la Commune pour l'exercice 2024.
(Art.L1122-23 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).
14. Finances communales – Attribution de divers subsides pour l'exercice 2024 – Estimation – Répartition – Complément.
15. Finances communales – Attribution de divers subsides pour l'exercice 2025 – Estimation – Répartition.
16. Finances communales – Attribution de divers subsides de minime importance pour l'exercice 2025.
17. Zone de police Orne-Thyle – Dotation communale.
18. Zone de secours du Brabant wallon – Dotation communale.
19. C.P.A.S. Centre Public d'Action Sociale de Villers-la-Ville – Dotation communale.
20. Budget communal pour l'exercice 2025 –Arrêt.
21. R.C.A. Régie communale autonome. Budget 2025 et plan d'entreprise 2025-2029.
22. Finances communales – Octroi de la subvention pour la future maison des jeunes pour l'exercice 2025.
23. Renouvellement de la Commission Consultative communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité (C.C.A.T.M). Décision.
24. Règlement communal relatif à l'octroi d'une prime pour la destruction des nids de frelons asiatiques. Année 2025.
25. Conventions relatives aux traitements de données à caractère personnel liés à la collecte des déchets et des conteneurs avec accès par badge entre la commune de Villers-la-Ville, l'INBW et la société Sulo.

.../...

CONSEIL COMMUNAL DE VILLERS-LA-VILLE DU LUNDI 23 DECEMBRE 2024 A 19H15.
ORDRE DU JOUR

SUITE 2.

2/2

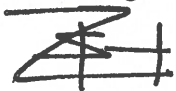
26. Règlements fiscaux – Délibérations du conseil communal du 04 novembre 2024 – Règlement-taxe communale annuelle sur l'enlèvement des immondices (Année 2025) - Règlement-redevance relative à la tarification des sacs destinés à la collecte des déchets ménagers (Année 2025) – Règlement- redevance pour l'utilisation du conteneur enterré pour les ordures ménagères (OMR) et sur la délivrance d'un badge d'accès au conteneur (Année 2025). Décisions de tutelle – Prise d'acte.
27. Personnel communal – Délégation au collège de la compétence de nommer, designer sous contrat et mettre fin aux contrats des agents communaux.
28. Marché de service – Mission d'auteur de projets pour les études d'aménagement de diverses voiries en 2025 – Procédure négociée sans publication préalable – Approbation des conditions et mode de passation.
29. Ouverture d'une demi-classe à l'école communale de VILLERS-TILLY.
30. Ouverture d'une demi-classe à l'école communale de MARBAIS-MARBISOUX.

HUIS CLOS

01. Commission Communale de l'Accueil. Désignation des représentants du conseil communal.
02. Comité de concertation entre la commune et le C.P.A.S. Désignation des membres de la délégation du conseil communal.
03. Enseignement :
 - A. Ratification désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
 - B. Ratification désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
 - C. Ratification désignations d'une institutrice maternelle à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
 - D. Ratification désignation d'une institutrice primaire à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
 - E. Ratification désignation d'une institutrice primaire à titre temporaire aux écoles communales de Villers-la-Ville.
 - F. Mise en disponibilité pour cause de maladie d'un Maître d'éducation physique.

Par le Collège communal,

Par ordonnance :
La Directrice générale,



S. RUCQUOY.



Le Bourgmestre,


E. BURTON.

(1) Biffer « L. 1122-17 » et les mots « pour la fois » sauf pour le cas où l'assemblée est convoquée pour la 2^{ème} ou la 3^{ème} fois, auquel cas il y a lieu de biffer « L. 1122-13, § 1^{er} ».

Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art. L 1122-13-§ 1^{er} . Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L 1122-18 peut prévoir que le(la) directeur(trice) général(e) ou les fonctionnaires désignés par lui/elle fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier ; dans ce cas le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art. L1122-15. Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

Art. L1122-17. Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. L1122-24. Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Art. L1122-26. §1^{er}. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§2. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles, ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Art. L1122-27. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demandent.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu. L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

Art. L1122-28. En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire. Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

En vertu de l'article L6511-2, par.1^{er}, al.1CDLD, les réunions du conseil communal se tiennent en principe physiquement tant en situation ordinaire qu'en cas de situation extraordinaire au sens du CDLD, art L6511-1, par.1^{er}, 2°.

Toutefois, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance. Il convient donc de motiver le recours à la réunion à distance (situation d'urgence au sens de l'A.R. du 22.05.2019).

Les moyens de connexion doivent être précisés pour permettre aux conseillers de se connecter en temps et heure.
